
De l'écart entre les faits de croissance et les représentations collectives: l'exemple du Québec

Serge Courville, professeur
Département de géographie
Université Laval

Dans la présentation de son texte, Martine Segalen nous montre comment, en France, le savoir sur la culture populaire a toujours été dépendant des conditions sociales et historiques de sa production. Même de nos jours, cette dépendance continue, à travers le renouveau des régionalismes: après s'être nourris d'images idylliques du passé, voici qu'ils s'alimentent de la crainte que suscite l'Europe de 1992 et de la présence sur le sol français de minorités de plus en plus revendicatrices à l'égard de leur culture et de leur religion. Dans ce contexte, comment poser aujourd'hui le problème de la culture? Comment renouveler ce qui a servi pendant longtemps de grille conceptuelle à l'étude de la culture (le couple culture savante/culture populaire)?

Stimulants pour la France, les propos de Martine Segalen le sont également pour le Québec, où des préoccupations similaires s'expriment. Comment, ici, faire progresser les connaissances sur la culture? Comment aller au-delà des anciens paradigmes? Si l'on ne peut encore proposer de solutions définitives au problème, on peut au moins en esquisser les avenues, en rappelant comment s'est élaborée chez nous la connaissance du Québec.

L'EXPÉRIENCE FRANÇAISE

Prenant appui sur la métaphore géographique « centre/périphérie », Martine Segalen nous montre comment le problème a été abordé en France. Après avoir reconnu l'ampleur de la culture populaire au Moyen Âge, les historiens ont eu tendance à se placer du côté du « centre » pour en expliquer la disparition. Quant aux ethnologues, ils ont fini par constater que rien n'était survivance pure du passé, après une incursion naïve dans le folklore. Au contraire, ce qu'on appelle la culture populaire a constamment évolué en intégrant des éléments d'autres cultures et en les réinterprétant en fonction des équilibres en place sur les plans politique, économique et social. Et l'on pourrait presque ajouter qu'il en va de même pour la culture des élites, qui intègre elle aussi, en les réinterprétant, bien des éléments venus d'ailleurs.

Tout aussi intéressant pour nous est le lien que Martine Segalen rappelle entre culture et espace, dans sa discussion du couple identité locale/identité nationale, lequel vient se plaquer sur celui de culture populaire/culture savante. Traditionnellement, en effet, la culture populaire a toujours été associée à une conscience identitaire localisée, contrairement à la culture savante dont l'échelle d'expérience était beaucoup plus étendue (aujourd'hui, elle peut même être planétaire, comme chez ceux qui se déclarent « citoyens du monde »). On s'identifie à sa « province » ou mieux encore à son « pays », notion ambiguë sur le plan scientifique mais qui renvoie à celle d'aires référentielles de base, où l'on éprouve un fort sentiment d'expériences et de savoirs partagés. Au Québec, elles ont pris la forme « d'aires domestiques¹ », au-delà desquelles c'était l'inconnu, l'étranger. Dans sa fièvre centralisatrice, la France, et en particulier la France révolutionnaire, a bien tenté de les faire disparaître, en introduisant, par exemple, de nouvelles divisions administratives destinées à briser le pouvoir des anciennes provinces, mais toujours les régionalismes ont resurgi, à travers des pulsions polysémiques et en dépit d'un mouvement idéologique très ancien qui se méfie de la « région », ce ferment de dissolution de l'unité nationale.

1. Cette notion a été introduite dans Courville (1983).

On ne saurait trop insister sur le rôle qu'ont joué les premiers folkloristes dans la montée de ces régionalismes. Un fait demeure, cependant : au moment même où s'effacent les originalités qui auraient pu les justifier, voilà qu'ils sont réinventés, à travers toute une série de signes identitaires qui ne correspondent pas nécessairement au vécu des anciens espaces historiques, pas plus d'ailleurs qu'à ceux qui les ont remplacés. C'est qu'à la trame des espaces anciens s'est superposée ici une nouvelle trame qui les a englobés ou fractionnés : de la région identitaire, on est passé à la région-plan, investie d'un projet social.

En France, ce renouveau découle en grande partie de la loi de 1982 qui, en consacrant le statut, donc le pouvoir, des régions, a donné un autre cadre aux relations entre cultures régionales et culture nationale. Dotées de nouveaux moyens financiers, les régions utilisent les fonds destinés au soutien d'activités culturelles ou sportives pour affirmer leur présence et diffuser leur image, à travers toute une série de projets à caractère identitaire, muséologiques bien souvent, et un réseau d'associations locales vouées à la mise en valeur du patrimoine. Par ailleurs, comme ces régions représentent aussi une force politique, on assiste à une collusion entre les acteurs régionaux et les classes dominantes, si bien qu'aujourd'hui la boucle est bouclée ! On revient, en quelque sorte, à une situation semblable à celle du Moyen Âge, où tous les groupes sociaux étaient engagés dans la promotion d'une culture populaire en constante réinvention.

L'ÉCHO QUÉBÉCOIS

Tout cela est très éclairant pour le Québec, qui vit à peu de chose près les mêmes processus. Bien sûr, la culture ici n'a pas le même âge qu'en France. De même, nos élites ne se sont pas senties menacées de la même manière par ce qu'on a appelé la culture populaire ; elles ont réagi plutôt, comme l'a rappelé Gérard Bouchard, à une américanité menaçante pour leurs origines françaises. Enfin, ce n'est qu'assez tard dans notre histoire (au XX^e siècle en fait) que sont apparus nos premiers folkloristes et, avec eux, les premières constructions de la culture dite populaire, basées sur des inventaires sélectifs appliqués aux pratiques et aux objets matériels. Mais il reste qu'ici

aussi les problématiques ont été les mêmes, à cette nuance près que, tout en venant du « centre », elles se sont nourries d'un regard vers l'« ailleurs », ce qui a faussé encore un peu plus les perspectives. En outre, après avoir donné une première légitimité aux études sur la culture, la région est devenue une entité politique dont les pouvoirs sont encore restreints, mais qui sert aujourd'hui de cadre à l'éclosion de toute une série de projets à caractère identitaire destinés à lui redonner sa personnalité d'origine (projets d'histoire locale, écomusées, etc.).

Cette apparente similitude entre les situations française et québécoise renvoie bien sûr à l'internationalisation des rapports humains depuis les deux dernières guerres mondiales et aux proximités de langue et d'origine avec l'ancienne mère patrie. Pourtant, elle nous fait toucher du doigt l'un des problèmes fondamentaux du Québec qui, à force d'importer ses modèles (tant administratifs que culturels, incluant bien souvent ses systèmes de pensée), a fini par ne plus se rendre compte de la portée de ses emprunts (voire de l'acte lui-même d'emprunter), pour se priver des moyens de comprendre son propre développement et, partant, ses orientations culturelles.

On pourrait multiplier à l'envi les exemples d'impasses qui ont découlé de tels emprunts. Retenons qu'ils ont marqué non seulement le monde administratif et juridique, mais aussi, et de façon plus pernicieuse encore, celui de l'enseignement supérieur et de la recherche, en le conduisant à des représentations partielles et parfois franchement fausses de la réalité québécoise. Nos disciplines, et plus particulièrement celles qui s'intéressent à l'histoire, sont allées loin dans cette direction, en construisant des systèmes d'explication calqués sur des modèles européens, français surtout, et en oubliant presque qu'ils avaient été élaborés pour d'autres contextes et d'autres préoccupations. Même le courant révisionniste n'y a pas échappé, lui qui se voulait pourtant une solution aux impasses créées par les représentations issues de ces systèmes. Au mieux, il s'est tourné vers une multidisciplinarité pratiquée souvent à pas feutrés, sur le plan des méthodes plus que sur le plan des problématiques; au pire, il s'est enfermé dans une hyperspécialisation de plus en plus insensible à l'homme parce que trop préoccupée de mesure. Quant à la voie mitoyenne – il y en a toujours une –, elle a consisté à multiplier les

monographies, en oubliant qu'elles ne pouvaient restituer à elles seules la totalité de l'expérience québécoise. Et voilà qu'aujourd'hui on est conduit à rechercher dans d'autres pratiques ou d'autres comparaisons, aux États-Unis notamment, des éléments de solution².

Loin de moi l'idée de rejeter un tel élargissement des perspectives. Au contraire, c'est très certainement dans cette réflexion sur son américanité que le Québec pourra le mieux saisir les forces qui ont présidé à ses mutations. Toutefois, le risque est grand de ne voir dans cette orientation qu'un moyen de rafraîchir les anciens modes de pensée, sans que ne soit vraiment remis en question l'appareil de référence traditionnel. Ici aussi une boucle est bouclée : la conscience scientifique québécoise renvoyée au rêve américain ! N'est-ce pas ce que condamnaient autrefois les élites ?

C'est là bien sûr une image quelque peu simplifiée des choses. Elle montre néanmoins la difficulté de poser le problème de la culture au Québec à partir des prémisses traditionnelles. Pour y voir clair et surtout pour donner un cadre aux recherches dans le domaine, une autre réflexion s'impose, semblable à celle qui a été amorcée dans les années 1960 mais dont les retombées se font encore attendre, à cause (on s'en rend compte aujourd'hui) de toutes les contraintes financières et autres qui ont entouré depuis la recherche³. Elle concerne moins la culture que les représentations qu'on en a eues, compte tenu du développement du Québec.

On me permettra ici un exemple, tiré du monde de l'enseignement. C'est celui du Livre vert sur l'éducation élaboré par le Québec au milieu des années 1970 en réponse à l'insatisfaction de la population face aux orientations prises notamment par l'enseignement primaire à la suite des directives de 1970-1971. Ces directives avaient voulu assouplir l'ancien programme scolaire de 1959 par l'introduc-

2. À ce sujet, voir entre autres Bouchard (1990a) et Craig (1990).

3. On relira ici avec profit les actes du colloque d'avril 1962 sur la *Situation de la recherche sur le Canada français*, publiés sous la direction de Fernand Dumont et Yves Martin (Québec, PUL, 1962), ainsi que ceux qui ont suivi le colloque de 1984 sur le même thème, « Situation de la recherche 1962-1984 (II) », et qui ont fait l'objet de deux numéros spéciaux de *Recherches sociographiques*, XXVI, 1-2 et 3, 1985.

tion de nouveaux contenus et de nouvelles méthodes d'apprentissage plus proches de la vie des enfants et de la notion « École, milieu de vie ». Elles faisaient écho, à l'époque, aux courants de pédagogie d'éveil mis de l'avant par l'Éducation nationale en France pour répondre aux critiques du mouvement Freinet et pallier les incohérences du système d'éducation⁴. Ce que proposait, en fait, le Livre vert était un retour, déjà amorcé en France, à des méthodes et des contenus plus stricts d'enseignement assortis d'un meilleur encadrement des élèves. Dictées et discipline en étaient les symboles, avec en plus l'idée d'une réglementation de la vie et des savoirs qui ramenait l'école non seulement au programme de 1959 mais, à bien des égards, aux règlements scolaires du XIX^e siècle, soit à un contexte bien différent de ce qu'il était au milieu des années 1970! Et ce n'est là qu'un exemple, il y en aurait bien d'autres.

Dans la perspective qui nous intéresse ici – la construction d'une culture –, cela nous suggère trois pistes de réflexion: celle, qui a déjà été énoncée, du *regard vers l'ailleurs* de ceux qu'on a appelés les élites; celle du *retour à des formes révolues de développement*; et celle, plus centrale encore, du *décalage entre faits de civilisation et représentations collectives*, accru par le nivellement centralisateur de l'éducation, non seulement depuis les années 1960 mais depuis la première moitié du XIX^e siècle, période au cours de laquelle ont été mises en place chez nous les premières vraies structures scolaires.

Le problème évidemment est complexe et renvoie à des problématiques aussi bien historiques que sociologiques. Mais comme il repose aussi sur une vision très particulière de l'espace québécois, c'est par la géographie que nous tenterons de l'appréhender, d'autant plus qu'au XIX^e siècle le territoire est encore en pleine expansion.

4. J'ai été l'un des observateurs privilégiés de cette époque, à titre de coordonnateur des sciences humaines à la CECM et responsable d'un programme d'échange France-Québec sur la pédagogie d'éveil, qui a duré plusieurs années. Selon ce courant pédagogique, il importait moins d'acquérir des connaissances que de cultiver des habiletés qui donneraient un sens à cette acquisition; par exemple, développer le réflexe historique ou géographique avant d'apprendre des dates et des noms de lieux.

LE POINT DE VUE GÉOGRAPHIQUE⁵

Dans son analyse des sociétés humaines, la géographie fait appel à trois types de données: d'une part, l'ensemble des techniques qui ont cours en un lieu et un temps donnés et qui définissent des *types de civilisation* (rurale, urbaine, etc.); d'autre part, les règles qui régissent les *rappports humains* et le *rappport à l'espace* dans ces types de civilisation; et enfin, la *représentation* qu'on se fait de ces rappports à un moment ou l'autre de l'histoire. Comme un même substratum physique peut revêtir diverses formes à différentes époques, la démarche ici inclut les notions de changement et de durée et fait de la morphologie spatiale un reflet des idéologies et des modèles culturels dominants.

Perçu pendant longtemps comme une société traditionnelle, qui n'entrera dans la modernité qu'assez tard au XX^e siècle, le Québec est apparu comme un monde à part, formé de « régions » aussi distinctes les unes que les autres, et dont les expériences ont contribué à définir l'identité collective. Introduite par le courant d'histoire locale qui s'amorce dès la fin du XIX^e siècle, puis renforcée par le courant de monographie régionale qui suit l'œuvre de Blanchard, cette vision sera consacrée par l'action administrative de l'État qui, dès les années 1960, partageait le territoire en régions administratives. Elle sera reprise plus tard par le courant d'histoire « régionale » qui découpera le Québec en régions historiques inspirées des découpages administratifs. Cette approche, formalisée par l'IQRC (Institut québécois de recherche sur la culture) dans sa collection « Les régions du Québec », conduira à l'idée qu'il existe au Québec des régions culturelles pétrées par l'histoire, même si, par leurs découpages, elles ne correspondent qu'à demi aux expériences historiques.

Cette nécessité ressentie d'orienter les études sur des contenus régionaux n'est pas à condamner. Trop souvent, en effet, l'expérience vécue des Québécois a été occultée par des synthèses trop vastes qui ont fait fi de leurs liens intimes avec le territoire. Par ailleurs, s'il n'est

5. Ce qui suit doit beaucoup au géographe Marcel Bélanger, dont l'enseignement a nourri plusieurs de mes réflexions sur les contextes de développement et les représentations collectives au Québec.

pas facile d'établir l'existence de régions fondées sur des caractères homogènes, il reste que des sous-ensembles se dessinent, que caractérisent des traits plus ou moins apparentés. Comme le rappelle Gérard Bouchard, à l'axe nord-sud, découpé par la marche du peuplement, s'ajoute le clivage est-ouest, ou Montréal-Québec, avec leurs arrière-pays respectifs, sans compter tous les contrastes introduits par la langue ou la génétique (Bouchard, 1990b). Toutefois, on peut se demander comment, à partir d'une hypothèse « régionale », on peut contribuer à une meilleure connaissance du Québec, quand on sait les difficultés qu'ont posées, chez nous, les prémisses mêmes de cette hypothèse.

Le paradigme de Blanchard

C'est un lieu commun aujourd'hui de dire que la connaissance d'un pays ou d'un État évolue avec sa géographie. Cela étant, il convient d'abord de rappeler d'où vient, chez nous, la connaissance du Québec et, partant, de ses univers culturels. Au départ, cette géographie fut celle d'un géographe, Raoul Blanchard, dont les travaux gardent une grande valeur, mais à propos desquels certaines critiques sont à faire⁶.

Parmi les points forts de l'œuvre de Blanchard, signalons d'abord l'importance accordée à la notion de *genèse*, qui renvoie à la tradition inaugurée par Vidal de la Blache et que reprendra plus tard l'École des *Annales*. Elle montre toute l'importance de la durée dans la mise en place des terroirs. Inspirée de la notion de morphogenèse en géographie physique, cette préoccupation rendait compte de l'idée que la réalité est faite d'une succession d'événements et donc que géographie et histoire sont connexes.

Pour Blanchard, cette géographie rétrospective était loin d'être livresque. Au contraire, convaincu de l'importance des rapports hu-

6. On en trouvera plusieurs dans le numéro spécial des *Cahiers de géographie du Québec* intitulé *La géographie du Québec cinquante ans après Raoul Blanchard* et publié sous la direction de Rodolphe De Koninck; voir, entre autres, l'article de Courville et Séguin (1986).

main, il l'a nourrie d'enquêtes directes (nous dirions aujourd'hui d'« histoires orales ») destinées à lui fournir une information absente des recensements, mais qui lui permettrait d'établir ces rapports. C'est ainsi qu'il a pu reconstituer la genèse industrielle du Québec, à partir de données obtenues sur le terrain.

Quant au troisième apport de Blanchard, il concerne la notion de *paysage* (rural, urbain, industriel, etc.), dont les géographes ne parlent plus beaucoup aujourd'hui, mais qu'on retrouve dans la démarche des architectes et des urbanistes. Héritée de la tradition paysagiste française, cette notion l'a conduit à voir dans le Québec un principe d'organisation territoriale semblable à celui de l'Europe, où les conditions naturelles avaient déterminé des compartiments sur lesquels étaient venues se calquer des régions rurales aux caractères homogènes. Et comme les paysages ruraux évoluent lentement, ils avaient fini par définir un type de civilisation que Blanchard recherchera ici, à travers ses découpages du Québec en régions naturelles auxquelles il tentera de donner une identité historique.

C'est l'une des principales limites de l'œuvre de Blanchard qui a attribué à des espaces encore en formation des traits de régions humaines déjà constituées. Elle a fourni à la recherche un paradigme qui resurgit aujourd'hui dans les histoires régionales, comme si les clés de compréhension du Québec résidaient toujours dans les rapports premiers à l'espace, c'est-à-dire dans une organisation de type pré-industriel qui n'a eu cours au Québec que dans un espace-temps donné, bien antérieur à celui qui a été observé dans les années 1930.

Si les propositions de Blanchard ont eu tant de succès, c'est qu'elles s'articulaient parfaitement aux idées nationalistes de l'élite québécoise (Bouchard, 1990a: 208), auxquelles elles donnaient une justification historique et spatiale. De plus, comme elles chantaient l'agriculture et le mode de vie paysan, elles rejoignaient leur vision du développement collectif. Enfin, plus subtilement, elles dédramatisaient l'industrie, qu'elles présentaient comme un phénomène normal, inscrit dans une trame rurale elle-même favorisée par les aptitudes physiques du milieu.

Pourtant, ce qui était déterminant déjà à l'époque de Blanchard, c'était moins ces aptitudes que ce à quoi elles étaient subordonnées,

c'est-à-dire le grand axe urbain du Saint-Laurent autour duquel étaient organisés les espaces politiques, économiques et culturels du Québec. Pour en saisir les effets sur la géographie et la culture, il aurait fallu d'abord une vision d'ensemble du territoire, qui puisse rendre compte de cette organisation et des sous-ensembles qu'elle recouvre. En procédant à l'inverse, par l'observation une à une des régions, Blanchard ne pouvait que faire ressortir des phénomènes limités dans l'espace.

Ce n'est qu'après 1960 au Québec qu'on a pris conscience de l'importance de cet axe et de son rôle dans l'organisation des espaces régionaux, avec, en corollaire, une nouvelle orientation intellectuelle plus sensible à la notion de société globale proposée par Fernand Dumont. De la notion de région humaine homogène, on passe alors à celle de région polarisée, qui montre toute la place que prendra désormais la ville dans l'explication du Québec. Mais il faudra les expériences du BAEQ (Bureau d'aménagement de l'Est du Québec) pour constater les limites d'une démarche centrée sur la monographie et l'inventaire régional, et encore, puisque aujourd'hui on en retrouve toujours les traces dans l'enseignement et la recherche, à travers tous ces projets d'inventaire et de mesure des productions culturelles. Ces projets ne sont pas, comme tels, à condamner. Mais comme ils renvoient parfois à des contextes encore mal connus, saisis souvent à la manière de Blanchard, ils risquent de donner une image de la culture qui ne correspond qu'à demi au vécu réel des populations observées.

Tout cela pose évidemment le problème de la vision qu'on a eue et qu'on continue d'avoir du développement du Québec. La géographie n'a pas de solutions simples à offrir. Toutefois, par sa sensibilité au terrain, elle peut contribuer à le clarifier.

Une autre vision du Québec

Quiconque observe le paysage québécois actuel constatera qu'il est constitué de formes et d'organisations très diverses dont l'origine remonte à des contextes fort différents de développement, qui ont eu chacun leur durée propre, mais dont certains éléments ont eu ten-

dance à se maintenir dans le temps. Élaborée au fil des âges, cette diversité a introduit une tension constante entre la géographie issue de l'ère pré-industrielle et celle qui a été introduite par l'urbanisation et l'industrialisation, c'est-à-dire :

- entre la notion d'*aire culturelle* issue du Régime français, où s'est enracinée une civilisation rurale originale dans un contexte où les phénomènes d'implantation humaine étaient au cœur du rapport à l'espace (et même plus importants que les rapports avec le monde extérieur);
- et celle d'*espaces politiques, économiques et culturels* plus larges, auxquels le Québec s'est retrouvé rattaché avec la montée de l'urbanisation et de l'industrialisation, et qui se sont superposés à la trame des espaces humanisés.

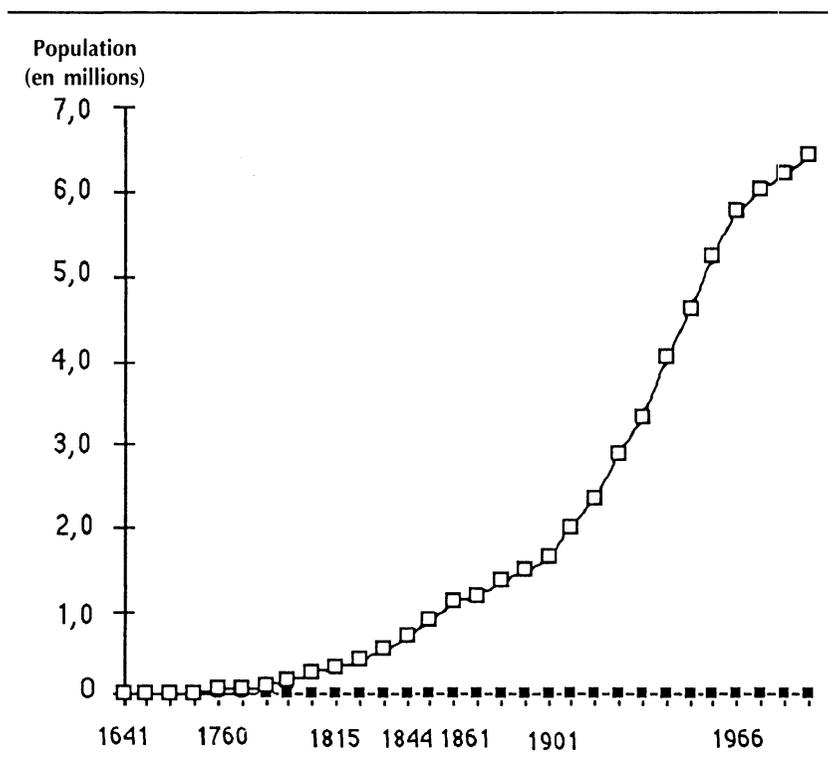
Toute la géographie du Québec tient dans cette tension entre formes anciennes et formes nouvelles de développement. Cette tension se reflète dans les fléchissements de la courbe d'évolution de la population depuis le début du XIX^e siècle (figure 1) et dans l'organisation en strates (rurales, industrielles) de l'espace québécois, qui tantôt composent, tantôt restent étrangères l'une à l'autre.

Deux idées ressortent de ce constat. La première est celle d'une *succession de civilisations*⁷ au cours desquelles des cohérences se mettent en place, qui définissent chacune des types de croissance, mais qui, replacées dans un autre contexte, paraissent discordantes par rapport à l'évolution des structures économiques et sociales. La seconde est celle d'une *transformation des cohérences initiales* qui ont dû se refaire pour s'adapter aux exigences du monde environnant, mais dont on n'a pas toujours eu conscience au Québec, tant était ancrée l'idée d'une géographie faite de régions humaines calquées sur les découpages naturels (figure 2).

Ce passage d'un type de civilisation à un autre n'a rien d'ordonné ni de continu. Tantôt lent, tantôt rapide, il est fait de continuités et de ruptures qui prolongent ou transforment les anciennes cohérences. Et comme il s'accompagne généralement de difficultés,

7. On en trouvera une présentation dans Courville (1986).

FIGURE 1
ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DU QUÉBEC

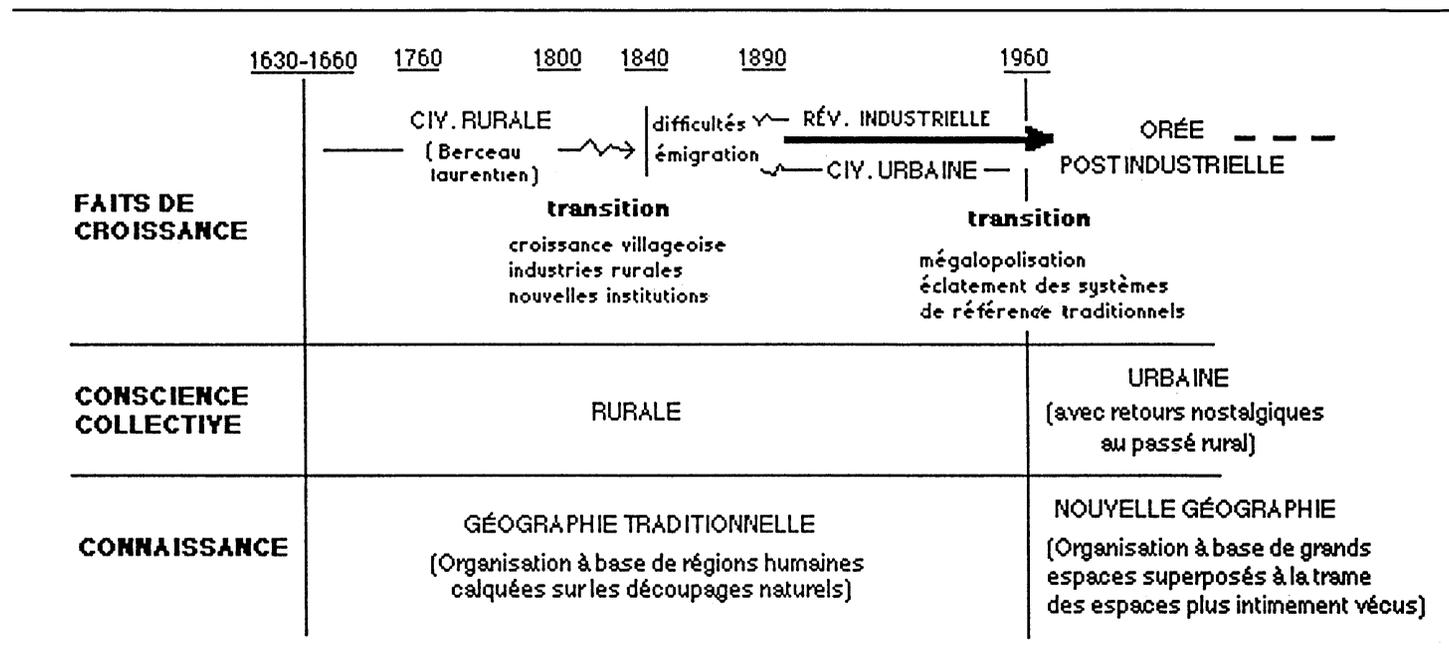


il devient *un moment extrêmement important* dans la définition des comportements et des représentations collectives, lesquels pourront être accordés ou non à cette évolution, en fonction des idéologies et des acteurs sociaux.

S'agissant du XIX^e siècle, par exemple, on connaît assez bien aujourd'hui les représentations des élites, encore que certains groupes, notamment les gens d'affaires, aient longtemps échappé à l'observation⁸. Par contre, on connaît beaucoup moins bien celles de la population, qu'on a présentée souvent comme réfractaire au changement, mais qui paraît aussi avoir été très sensible aux courants de

8. À ce sujet, voir Roy (1988).

FIGURE 2
L'ESPACE QUÉBÉCOIS



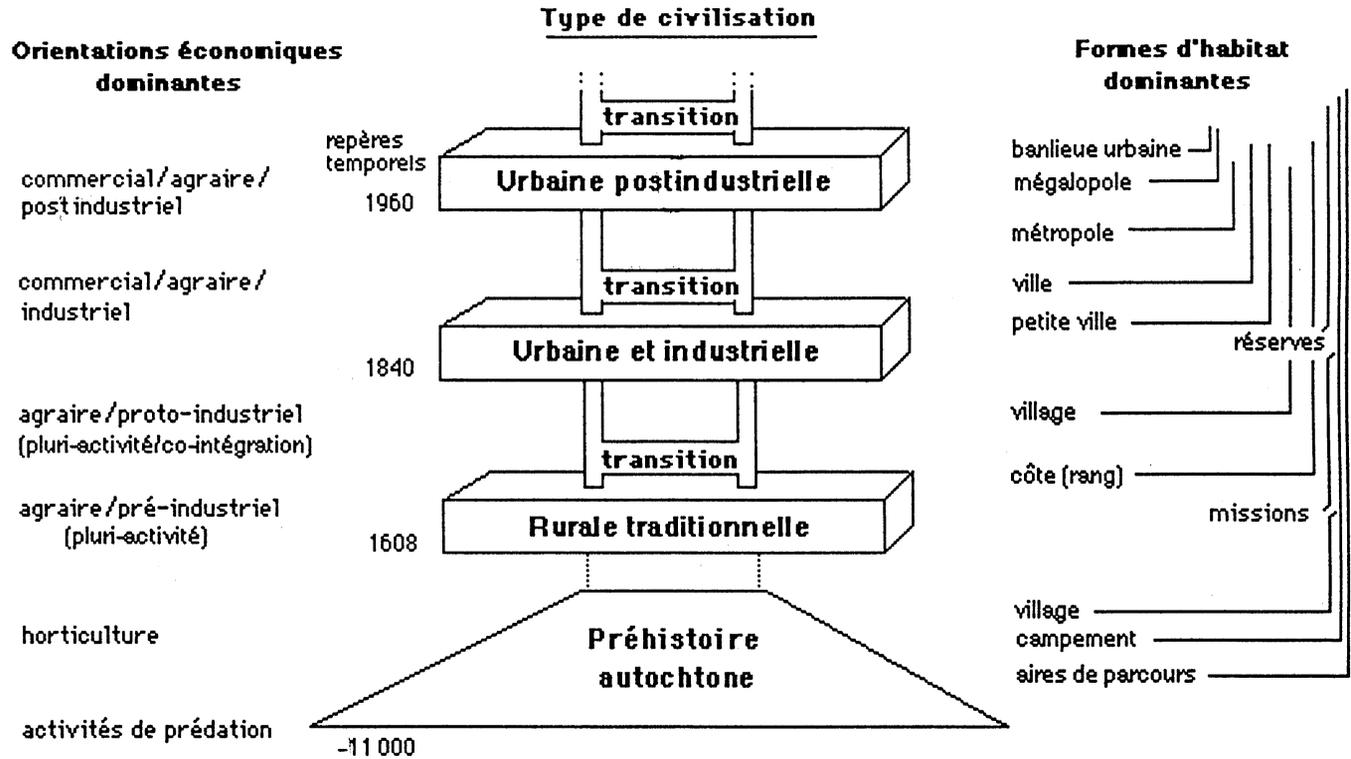
modernité qui traversaient alors le Québec. C'est que jusqu'ici l'analyse a surtout porté sur la paysannerie, au sens restreint des agriculteurs, sans tenir compte de la population en général qui, dès la première moitié du siècle, faisait l'apprentissage de la vie et des valeurs urbaines à travers son expérience du village et du travail rémunéré, dans un contexte de renforcement du contrôle social et de grandes réformes institutionnelles (abolition du régime seigneurial, implantation du régime municipal, mise en place de commissions scolaires, etc.). En 1830, la population villageoise représente déjà entre 10 et 20% de la population qui vit dans les vieilles seigneuries rurales. En 1850, elle sera plus nombreuse encore, ajoutant à la population des villes (environ 114 000 habitants sur les 890 000 que compte alors le Québec) quelque 80 000 à 90 000 habitants dont l'horizon n'est plus agricole au sens strict, mais proto-urbain et proto-industriel. Dans l'espace, cela se traduit par des organisations nouvelles qui se superposent à l'ancienne mosaïque d'aires domestiques et qui montrent le rôle joué désormais par la ville et ses satellites, les gros bourgs urbains, dans l'organisation des campagnes.

Au regard du changement culturel, cette phase de transition est cruciale et laisse voir toutes les impasses qu'il y aurait à rechercher dans le nouveau contexte des cohérences semblables à celles du contexte antérieur. C'est pourtant ce qu'ont fait les élites au XIX^e siècle, et encore plus tard au XX^e siècle, en renouant avec leurs origines rurales pour promouvoir une vision du développement collectif déphasée par rapport au type de civilisation introduit par le nouvel âge urbain et industriel. Et c'est encore ce que font aujourd'hui bien des chercheurs en oubliant de contextualiser leur recherche, comme si rien de fondamental n'avait changé entre la fin du XVIII^e siècle et le milieu du XIX^e. Pourtant, des formes nouvelles sont apparues, sur le plan de l'habitat notamment, qui mettent en évidence tous les changements survenus pendant cette période et qui préfigurent déjà les évolutions ultérieures (figure 3).

Il faut dire que jusqu'à très récemment on ignorait tout de l'ampleur qu'ont eue au Québec des phénomènes tels que la croissance villageoise et la montée des industries rurales⁹. Ce n'est pas la

9. À ce sujet, voir Courville (1990, 1987a, 1987b).

FIGURE 3
 LES GRANDS CONTEXTES DE CIVILISATION AU QUÉBEC



place ici d'en rappeler les étapes ni d'en montrer les effets sur l'organisation traditionnelle des campagnes. Retenons seulement que ces deux phénomènes traduisent l'émergence d'un nouveau type de civilisation dont on n'a pas beaucoup étudié les retombées jusqu'ici, mais qui me paraît expliquer le sens de bien des transformations observées à l'époque. On en a un exemple dans les mutations du cadre matériel (aménagement de grandes places ou de grandes rues, construction d'églises somptueuses, etc.). On pourrait en voir un autre dans la multiplication des services et en particulier des écoles, collèges, académies, couvents, dont tout village de quelque importance tend à se pourvoir, en faisant même appel parfois à des communautés venues de France. Ces équipements renvoient beaucoup plus à un contexte de civilisation urbaine qu'à un contexte de civilisation rurale, même si l'enseignement reste souvent orienté vers une interprétation rurale du développement, encore que tout n'ait pas été dit sur le sujet¹⁰.

Quant à l'autre grande transition qui a marqué l'histoire du Québec et à laquelle on a donné le nom de « Révolution tranquille », elle pose le même genre de difficultés. On continue à rechercher des formes et des niveaux d'organisation qui renvoient au contexte de civilisation urbaine et industrielle, alors que s'imposaient les principes d'une civilisation urbaine postindustrielle. On en a un exemple dans le système actuel d'éducation, dont le principe repose sur une taylorisation du travail intellectuel, modèle mis au point au début du siècle pour le travail en usine et qui a influencé ici jusqu'à la forme de nos écoles. On en a un autre dans la propension qu'ont certaines municipalités rurales à rechercher des implantations industrielles discordantes par rapport aux fonctions suggérées par leur localisation ou leur histoire. Un autre encore dans l'orientation de certaines lois récentes qui, au nom d'un meilleur aménagement, tendent à transformer l'habitat rural en terne banlieue urbaine. Et comme le monde dans lequel nous vivons est un monde de communication, un autre décalage se superpose à celui-ci, à travers cette fois les méandres de l'imaginaire. Comment expliquer autrement le succès d'émissions

10. Sur les transformations scolaires au XIX^e siècle, voir Audet (1971) et Audet et Gauthier (1967).

télévisées telles que *Le temps d'une paix* ou *Les filles de Caleb*? Elles suscitent la nostalgie d'un passé rural idéalisé qu'on aimerait pouvoir retrouver, mais bien sûr avec toute la sécurité et tout le confort que garantissent les formes urbaines de développement...

C'est ce décalage constant entre faits de civilisation et représentations collectives qui explique, croyons-nous, les difficultés de bien saisir l'évolution culturelle au Québec. Il ne s'agit pas de nier ici la légitimité des approches qui renvoient aux distances entre culture savante et culture populaire, ou entre culture rurale et culture urbaine, culture paysanne ou culture ouvrière, au contraire, et les géographes y restent très sensibles. Mais puisqu'il s'agit d'une distinction de l'esprit sur ce qui a pu différencier des groupes socio-professionnels ou des milieux de vie, il faut voir que ces distinctions renvoient aux représentations qu'on se fait de l'Autre, à des décennies, voire des siècles de distance. Pour comprendre cet Autre, il faudrait d'abord avoir une vision claire des contextes dans lequel celui-ci a évolué. Or, c'est précisément ce qui fait défaut au Québec, encore de nos jours.

Pour restituer les expériences qui ont conduit au Québec actuel, il faudrait pouvoir retracer les cohérences qui ont marqué chacun des grands contextes de civilisation au Québec et les changements qu'ont entraînés les périodes de transition, pour en saisir le sens et la portée dans la vie politique, économique et sociale. Alors seulement serait-il possible de saisir la culture, non comme un phénomène uniforme, mais comme un phénomène aux multiples expressions, fait d'adéquations et d'inadéquations par rapport aux conditions de vie introduites par chacun de ces contextes et d'interactions constantes entre les différents univers culturels.

Bibliographie

- Audet, Louis-Philippe (1971), *Histoire de l'enseignement au Québec*, Montréal et Toronto, Holt, Rinehart et Winston, 2 vol.
- Audet, Louis-Philippe, et Armand Gauthier (1967), *Le système scolaire du Québec*, Montréal, Beauchemin.
- Bouchard, Gérard (1990a), « L'historiographie du Québec rural et la problématique nord-américaine avant la Révolution tranquille. Étude d'un refus », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44, 2 (automne), p. 199-222.
- Bouchard, Gérard (1990b), « Représentations de la population et de la société québécoises : l'apprentissage de la diversité », *Cahiers québécois de démographie*, 19, 1 (printemps), p. 7-28.
- Courville, Serge (1983), « Espace, territoire et culture en Nouvelle-France : une vision géographique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 37, 3 (décembre), p. 417-429 ; paru aussi en version anglaise sous le titre « Space, Territory and Culture in New France: A Geographical Perspective », dans Graeme Wynn (édit.), *People, Places, Patterns, Processes: Geographical Perspectives on the Canadian Past*, Toronto, Copp Clark Pitman Ltd, 1990, p. 165-176.
- Courville, Serge (1986), « Le développement québécois : de l'ère pionnière aux conquêtes postindustrielles », *Le Québec statistique, édition 1985-1986*, Québec, Les Publications du Québec, p. 37-55.
- Courville, Serge (1987a), « Croissance villageoise et industries rurales dans les seigneuries du Québec, 1815-1851 », dans François Lebrun et Normand Séguin (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles. Actes du Colloque franco-québécois de Québec, 1985*, Trois-Rivières et Rennes, Centre de recherche en études québécoises et Presses universitaires de Rennes 2, p. 205-219.
- Courville, Serge (1987b), « Un monde rural en mutation : le Bas-Canada dans la première moitié du XIX^e siècle », *Histoire sociale/Social History*, XX, 40, p. 237-258.
- Courville, Serge (1990), *Entre ville et campagne. L'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Québec, PUL.
- Courville, Serge, et Normand Séguin (1986), « Spatialité et temporalité chez Blanchard : propos d'heuristique », *La géographie du Québec cinquante ans après Raoul Blanchard*, numéro spécial des *Cahiers de géographie du Québec*, 30, 80 (septembre), p. 293-298.
- Craig, Béatrice (1990), « Pour une étude comparative de l'étude des sociétés rurales nord-américaines », *Histoire sociale/Social History*, XXIII, 46, p. 249-270.
- Roy, Fernande (1988), *Progrès, harmonie, liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal.